

Euthanasie : Les raisons cachées

Article rédigé par *François Martin*, le 10 février 2012

Sur la question de l'euthanasie, beaucoup de choses ont été dites : l'aspect moral (quel droit à attenter à la vie ?) ou médical (où se trouve la limite entre sauver la vie, aider à vivre, laisser mourir ou faire mourir ?) ont été largement débattus. Mais il y a une raison que nous n'osons regarder en face et qui fait son chemin, c'est celui des relations intrafamiliales, entre les enfants et leurs très vieux parents.

Peu de personnes osent aborder ce domaine, probablement parce qu'on touche là à l'un des *sanctuaires* de la vie sociale, ce lieu où doivent en principe se conserver et s'exprimer les relations les plus altruistes et affectueuses, avec la reconnaissance vis-à-vis de ceux qui nous ont tant donné et qui, en raison de leur grand âge, sont maintenant devenus dépendants. Il serait sans doute particulièrement honteux de penser que, dans cette relation si importante et fragile, une arrière-pensée pourrait s'immiscer, celle de souhaiter qu'ils ne vivent pas trop longtemps...

Honteux ? De quoi avons-nous peur ? Ne sommes-nous pas des êtres humains, et comme tels ambigus et pécheurs ? Au nom de quoi certains domaines seraient-ils, par nature, préservés de nos turpitudes ? Evidemment, il n'y en a aucun, et quand nous le pensons, c'est même en général là que le mal se loge en premier. Parlons-en donc.

Il est évident que la déchéance physique ou intellectuelle (ou même morale !) des parents très âgés fait peser sur les générations suivantes une contrainte énorme. Besoin de temps, d'écoute, de patience, de tendresse, précisément au moment où, souvent, les enfants ont eux-mêmes dépassé la cinquantaine, et se trouvent en butte à la fois aux problèmes ardues de l'employabilité en fin de carrière professionnelle, aux difficultés d'études, de vie affective ou de travail de leurs propres enfants, aux questionnements sur leur propre couple, quand ce n'est pas à leurs propres maladies... Tout en même temps !

De plus, n'ayons pas peur non plus d'en parler, c'est souvent une époque, les adolescents grandissant, où les besoins d'argent sont plus importants. Mais voilà, c'est Papy et Mamy, s'ils n'ont pas fait les partages, qui ont le patrimoine... Pousser les vieux parents dans la tombe ? Jamais, au grand jamais ! Mais espérer qu'ils partent « pas trop tard » ? Qui pourrait dire que cette pensée ne traverse jamais l'esprit de personne ?

Arrêtons-nous là. Nous voyons bien qu'en même temps que s'exerce, et très souvent, l'amour et l'affection des enfants pour leurs parents vieillissants, s'exerce aussi sur eux une pression forte, pression à laquelle les enfants doivent résister pour que la génération qui précède « cède la place ». Cette pression, pour cachée et intime qu'elle soit, n'en est pas moins extrêmement forte. Et c'est le rôle de la société et de la loi que de conforter le principe « tu ne tueras pas », ou « tu ne souhaiteras pas la mort », ce qui en est l'antichambre, dans ce domaine particulier. En réalité, la protection *radicale* de l'ancienne génération est un « barrage », contre une tentation très forte, celle d'une barbarie domestique qui, sinon, pourrait déferler. C'est un « marqueur social » extrêmement important.

Dans ce contexte, on comprend très bien ce qu'une législation sur « l'exception d'euthanasie », sur « le droit

à mourir dans la dignité » pourrait signifier : une brèche dans ce barrage. Calculs, pressions amicales, soupçons, conversations orientées, puis explicites, l'eau commencerait ainsi à couler, par la fente, à l'intérieur des relations familiales. Qui protègerait alors les vieux parents de l'horreur intergénérationnelle ? Rapidement, c'est tout le barrage qui sauterait. En d'autres termes, en même temps que se généraliserait la pratique, se développerait le sentiment, rapidement devenu *norme sociale*, comme quoi les vieillards ne doivent pas avoir une attitude « antisociale » consistant à vouloir vivre trop longtemps. On les exécuterait alors dans l'indifférence quasi-générale.

Pense-t-on que j'exagère ? En aucune façon, car ce phénomène s'est déjà développé de façon cristalline, et sous nos yeux, dans un autre domaine : l'avortement. Si l'on y réfléchit en effet, on verra que le processus est exactement le même. L'enfant à naître exerce en effet, tout comme le vieillard, une pression énorme sur la société tout entière, à cause de la responsabilité que ressent celle-ci pour le prendre en charge, responsabilité d'autant plus grande qu'il est, comme le vieillard, plus faible et dépendant. A partir du moment où, par la loi Weil, a été actée *l'exception*, c'est-à-dire la *dépénalisation* (puisque la loi Weil n'est rien d'autre), très rapidement, l'avortement est devenu une *option*, puis on en a fait un *droit*. Ce « droit de fait », cette *norme sociale* est si bien acceptée (c'est tellement mieux quand il n'y a plus de barrage, et plus de pression...) que ce sont ses contradicteurs qui sont accusés, et que le scandale absolu de la mort des enfants choque aujourd'hui bien peu de monde. Dans le « sanctuaire » du corps maternel, la barbarie est entrée, sous ses deux aspects, l'un alimentant l'autre : la perversion de la pensée et la mort médicalisée.

Lorsque nous aurons institutionnalisé, aux deux bouts de la chaîne de la vie, le massacre des plus faibles, assuré par la loi comme un droit (et une commodité !) des bien-portants, quelle raison de vivre nous restera-t-il ? Nous aurons tué alors notre reconnaissance (nos parents) et nos espoirs (nos enfants). Rien ne nous maintiendra ce jour-là, pour nous y raccrocher, que les raisons matérielles de vivre : le pouvoir, le sexe et l'argent, avec la plus profonde dépression. N'y sommes-nous pas déjà largement ?

Le pire n'est jamais sûr. L'élection qui vient nous donne un bon moyen d'agir pour que cela n'arrive jamais.

Retrouvez tous les articles de la présidentielle sur la bioéthique dans le dossier :
